



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 08/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**REXEL France**

110 avenue de Flandre  
59290 WASQUEHAL

Références : 2024-1005  
Code AIOT : 0006200095

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2024 dans l'établissement REXEL France implanté 7, rue André Ampère 54250 CHAMPIGNEULLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REXEL France
- ZAC du Parc Logistique Multimodal 7, rue André Ampère 54250 CHAMPIGNEULLES
- Code AIOT : 0006200095
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REXEL France est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 1998-429 du 30 novembre 1998 à exploiter un entrepôt (1 cellule) dédié au stockage de produits électriques.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Matériels de détection et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/11/1998, article 16.4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.	Sans objet
2	Etat des stocks simplifié	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.	Sans objet
4	Entretien des abords	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.3	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13	Sans objet
6	Extinction	Arrêté Préfectoral du 30/11/1998, article 19	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation d'extinction automatique n'est pas en état de fonctionnement permanent : vu les courbes des moteurs B1 et B2, les besoins hydrauliques avec RIA ne sont pas couverts ; fuites récurrentes du réseau d'eau rendant l'extinction inopérante sur différents tronçons jusqu'à 14 jours certains mois.

Le plan de défense incendie n'est pas complet : notamment concernant les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des stockages
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des stocks est mis à jour quotidiennement et accessible à tout moment sur les ordinateurs et téléphones portables des cadres de l'entrepôt, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation (remarque : le serveur transmettant ces données est hébergé hors du site).</p> <p>Les articles dont les mentions de danger peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées sont identifiés et un récapitulatif par rubrique 4XXX a été transmis à l'inspection.</p> <p>De plus, les articles peuvent facilement être regroupés par famille de produit.</p> <p>Par exemple, un article dont le libellé est "<i>DEGRIPPANT MULTIFONCTIONS HYDROPHOB</i>" est identifié dans la famille de produit "<i>AEROSOLIN</i>" et sous la rubrique 4320 (Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1), de manière cohérente avec la mention de danger <i>H222 Aérosol extrêmement inflammable</i>.</p> <p>Les batteries sont également identifiées dans une famille de produit spécifique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Etat des stocks simplifié

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des stockages</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :(...)</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant est en mesure de réaliser rapidement une extraction par rubrique ICPE de l'état des stocks ou par famille de produit.</p> <p>Cette extraction peut servir de base pour la production de l'état des stocks synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Plan de défense incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre un incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...] Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des</li> </ul>

<p>extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;</li> <li>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> <li>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li> <li>- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li> <li>- les mesures particulières prévues au point 22.</li> </ul> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'article 23 de l'arrêté préfectoral n° 1998-429 du 30 novembre 1998 prescrit un "<i>plan d'opération interne d'intervention contre l'incendie</i>" (POI).</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une mise à jour du 14/03/2022 de ce plan.</p> <p>Toutefois, ce plan ne contient pas toutes les informations demandées par l'arrêté ministériel du 11/04/2017 concernant le plan de défense incendie.</p> <p>Par exemple, le paragraphe G. <i>Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie</i> de la fiche 8 du POI ne correspond pas aux mesures particulières prévues au point 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, son plan de défense incendie, dans les formes et contenant les éléments prescrits par l'Annexe II Point 23 de l' Arrêté Ministériel du 11/04/2017.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>

#### N° 4 : Entretien des abords

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des départs de feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.</p>

<b>Constats :</b> Lors de la visite du 24 juin 2024, l'inspection des installations classées a constaté le bon état de propreté du site et d'entretien des espaces verts permettant de minimiser les sources potentielles d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; [...]
<b>Constats :</b>  Le plan d'intervention transmis à l'inspection des installations classées présente la localisation des extincteurs et Robinets d'Incendie Armés (RIA). Lors de la visite du 24 juin 2024, l'inspection des installations classées a constaté par échantillonnage le bon état et la disponibilité des extincteurs et RIA. Le rapport correspondant à la vérification du 22 février 2024 de ces matériels ne présente pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de lutte, conformes aux normes en vigueur, comportent : (...) <ul style="list-style-type: none"> <li>- une installation d'extinction automatique à eau pulvérisée type ESFR conçue pour éteindre l'incendie.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, la vérification semestrielle de l'installation d'extinction automatique par le prestataire DEKRA était en cours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Matériels de détection et de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/1998, article 16.4																																										
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie																																										
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement.																																										
<b>Constats :</b>  Le dernier rapport de vérification de l'installation d'extinction automatique daté du 04/12/2023 mentionne notamment une non-conformité au référentiel APSAD : "Après analyse des courbes des moteurs B1 et B2, les besoins hydrauliques avec RIA ne sont pas couverts." L'intervenant DEKRA présent lors de la visite pour effectuer une nouvelle vérification a confirmé que cette non-conformité n'avait pas été levée à ce jour. De plus, des fuites récurrentes sur le réseau d'extinction automatique sont tracées dans le tableau suivant et rendent ce matériel de sécurité inefficace sur des périodes pouvant aller jusqu'à 14 jours :																																										
<table border="1"><thead><tr><th>Date</th><th>Lieu</th><th>Temps N100*</th></tr></thead><tbody><tr><td>30/03/2023</td><td>Quai n°16</td><td>1 jour</td></tr><tr><td>03/05/2023</td><td>T500</td><td>1 jour</td></tr><tr><td>16/05/2023</td><td>Rejet convoyeur</td><td>1 jour</td></tr><tr><td>26/06/2023</td><td>Allée 27</td><td>14 jours</td></tr><tr><td>17/07/2023</td><td>Quai n°18</td><td>10 jours</td></tr><tr><td>24/10/2023</td><td>Quai n°18</td><td>3 jours</td></tr><tr><td>09/11/2023</td><td>Rejet convoyeur</td><td>5 jours</td></tr><tr><td>11/12/2023</td><td>Poste 2</td><td>11 jours</td></tr><tr><td>12/02/2024</td><td>Allée 35</td><td>4 jours</td></tr><tr><td>22/03/2024</td><td>Allée 36</td><td>4 jours</td></tr><tr><td>10/04/2024</td><td>Quai n°19</td><td>13 jours</td></tr><tr><td>28/05/2024</td><td>Mezzanine</td><td>10 jours</td></tr><tr><td>25/06/2024</td><td>Quai n°15 + mezzanine</td><td>1 jour</td></tr></tbody></table>	Date	Lieu	Temps N100*	30/03/2023	Quai n°16	1 jour	03/05/2023	T500	1 jour	16/05/2023	Rejet convoyeur	1 jour	26/06/2023	Allée 27	14 jours	17/07/2023	Quai n°18	10 jours	24/10/2023	Quai n°18	3 jours	09/11/2023	Rejet convoyeur	5 jours	11/12/2023	Poste 2	11 jours	12/02/2024	Allée 35	4 jours	22/03/2024	Allée 36	4 jours	10/04/2024	Quai n°19	13 jours	28/05/2024	Mezzanine	10 jours	25/06/2024	Quai n°15 + mezzanine	1 jour
Date	Lieu	Temps N100*																																								
30/03/2023	Quai n°16	1 jour																																								
03/05/2023	T500	1 jour																																								
16/05/2023	Rejet convoyeur	1 jour																																								
26/06/2023	Allée 27	14 jours																																								
17/07/2023	Quai n°18	10 jours																																								
24/10/2023	Quai n°18	3 jours																																								
09/11/2023	Rejet convoyeur	5 jours																																								
11/12/2023	Poste 2	11 jours																																								
12/02/2024	Allée 35	4 jours																																								
22/03/2024	Allée 36	4 jours																																								
10/04/2024	Quai n°19	13 jours																																								
28/05/2024	Mezzanine	10 jours																																								
25/06/2024	Quai n°15 + mezzanine	1 jour																																								
*Le temps N100 correspond au temps où le poste est vidangé donc sans sprinkler fonctionnel.																																										
Il ressort des constats de l'inspection que les mesures prises par l'exploitant au titre de l'entretien de l'installation ne sont plus, au regard de la vétusté de l'installation de nature à garantir un fonctionnement permanent de son dispositif d'extinction automatique.																																										
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection le justificatif montrant que les besoins hydrauliques sont couverts ainsi que la ou les attestations de travaux prouvant la remise en état permanent de fonctionnement du réseau d'extinction automatique.																																										
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites																																										
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription																																										
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois																																										

## **ANNEXE : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure**



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

### **Arrêté préfectoral mettant en demeure la société REXEL France de respecter certaines dispositions applicables à ses installations sises à CHAMPIGNEULLES,**

N° 2024/XXXXX  
AIOT : 0006200095

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, et notamment son article L. 171-8 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 Annexe II Point 22 et 23 ;

**Vu** l'arrêté Préfectoral n°1998-429 du 30/11/1998, article 19

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du 08 juillet 2024 faisant suite à la visite réalisée le 24 juin 2024 sur le site que la société REXEL exploite à CHAMPIGNEULLES, Parc Logistique Nancy Nord 7, rue André Ampère ;

**Vu** le courrier de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du XX juillet 2024 informant la société REXEL France, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement, des faits qui lui sont reprochés et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par la société REXEL France, en date du XXXX ;

**ou**

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que l'exploitant est tenu de respecter l'annexe II Point 23 de l'Arrêté Ministériel du 11/04/2017 visant le plan de défense incendie ;



**Considérant** qu'il a été constaté lors de l'inspection du 24 juin 2024 que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan de défense incendie complet ;

**Considérant** que l'exploitant est tenu de respecter les articles 16.4 et 19 de l'Arrêté Préfectoral du 30/11/1998 visant l'extinction automatique ;

**Considérant** qu'il a été constaté lors de l'inspection du 24 juin 2024 que l'installation d'extinction automatique n'est pas en état de fonctionnement permanent vu les fuites récurrentes quasi mensuelles rendant ce matériel de sécurité inefficace sur des périodes pouvant aller jusqu'à 14 jours ;

**Considérant** en conséquence que les dispositions réglementaires considérées précédemment ne sont pas respectées, et qu'il revient à l'exploitant d'y remédier ;

**Considérant** que cette situation est de nature à présenter des dangers et inconvénients pour la sécurité de l'installation, la protection de l'environnement et la santé publique, intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

**Considérant** les termes de l'article L.171-8 du code de l'environnement « I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

La société REXEL France, désignée ci-après « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé 110 avenue de Flandre 59290 WASQUEHAL, est mise en demeure de respecter, pour ses installations sises Parc Logistique Nancy Nord 7, rue André Ampère 54250 CHAMPIGNEULLES, les dispositions des articles suivants, dans les délais associés.

### **Article 2** :

**Sous 1 mois**, l'exploitant respecte les dispositions du point 23 de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17 susvisé en établissant son Plan de Défense Incendie.

### **Article 3** :

**Sous 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'Arrêté Préfectoral du 30/11/1998 susvisé :

#### **« Article 16.4**

*Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement. »*

En particulier, l'exploitant effectuera les travaux nécessaires permettant d'assurer que les besoins hydrauliques avec RIA sont couverts et que les fuites récurrentes du réseau d'extinction automatiques sont traitées de manière globale et durable.

Il transmettra donc, sous ce même délai :

- l'analyse des courbes des moteurs B1 et B2, montrant que les besoins hydrauliques avec RIA sont couverts,
- les attestations de travaux prouvant la remise en état permanent de fonctionnement du réseau d'extinction automatique.

#### Article 4 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté de se conformer à cette injonction, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Articles VDR, PUB, EXECUTION**

Nancy, le  
Le préfet